

05.06.2015 – 13:12 Uhr

Pour l'avenir d'une aide sociale efficace / Initiative des villes pour la politique sociale

Wil (ots) -

Pour l'avenir d'une aide sociale efficace

A son assemblée de printemps de ce jour, l'Initiative des villes pour la politique sociale a adopté la prise de position « Aide sociale : faits et revendications des villes ». Elle condamne ainsi explicitement la concurrence négative entre les communes au niveau de l'aide sociale et cautionne une compensation des charges sociales équitable. L'association qui réunit 60 villes soutient en outre le processus de révision des normes CSIAS engagé par la CSIAS et la CDAS.

L'assemblée de printemps de l'Initiative des villes pour la politique sociale se tenait à Wil sous le titre « Nous, les villes, et l'aide sociale ». Les quelque 50 participants - conseillères et conseillers municipaux en charge des Affaires sociales ainsi que cadres de l'administration - se sont penchés sur les défis que rencontre aujourd'hui l'aide sociale. Car les villes sont les premières et les plus touchées par les évolutions dans ce domaine: plus d'un quart des bénéficiaires de l'aide sociale au niveau suisse vivent dans les six plus grandes villes du pays.

Au niveau thématique, l'Assemblée a ainsi évoqué l'absence de règles et d'obligations au niveau fédéral, la concurrence négative de plus en plus marquée entre les communes, le financement et le besoin d'agir actuel. Pour lancer la discussion, des acteurs essentiels de la politique sociale ont présenté leurs points de vue : Martin Klöti, vice-président de la CDAS et conseiller d'Etat de St-Gall, Felix Wolffers, co-président de la CSIAS, et Nicolas Galladé, président de l'Initiative des villes pour la politique sociale.

Soutien à la révision des normes CSIAS et au rôle de la CDAS Nicolas Galladé atteste du soutien de l'Initiative des villes pour la politique sociale au processus de révision des normes CSIAS engagé par la CSIAS et la CDAS. L'adoption de ces normes par la CDAS leur conférera la légitimité politique requise. Comme auparavant, l'Initiative des villes pour la politique sociale s'engage pour une réglementation du minimum vital au niveau fédéral pour mieux intégrer l'aide sociale dans le système global de la sécurité sociale.

L'aide sociale est un instrument efficace

L'Assemblée générale de l'Initiative des villes pour la politique sociale a adopté une prise de position des villes sur l'aide sociale (<http://staedteinitiative.ch/fr/Info/Positions/Positions>). Les villes exigent et encouragent des mesures ciblées pour les groupes à risque de l'aide sociale, notamment : éducation de la petite enfance, offres de formation, prestations complémentaires pour les familles, meilleure protection des chômeurs âgés de longue durée ou encore intégration dans le marché du travail des réfugiés et personnes admises à titre provisoire. En outre, les villes demandent que leurs revendications en politique sociale soient davantage entendues. Il s'agit surtout à ce titre des conséquences pour l'aide sociale et au niveau communal suite aux modifications apportées aux systèmes sociaux situés en amont (AC, AI, AVS).

Les villes attestent que l'aide sociale est un instrument efficace qui fonctionne globalement bien. L'aide sociale empêche la paupérisation de la société, contribuent à la paix sociale et à la stabilité économique du pays.

Informations complémentaire: Prise de position de l'Initiative des villes pour la politique sociale: « Aide sociale : faits et revendications des villes »: <http://staedteinitiative.ch/fr/Info/Positions/Positions>

Information sur l'Initiative des villes pour la politique sociale

L'Initiative des villes pour la politique sociale représente les intérêts de politique sociale de quelques 60 villes de toutes les régions de la Suisse. Elle s'engage pour un système de sécurité sociale cohérent et pour une bonne collaboration entre les villes, la Confédération et les cantons. L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses.

Contact:

Nicolas Galladé, président de l'Initiative des villes pour la politique sociale, tél. 079 225 33 70 aujourd'hui de 16 à 17 heures.
nicolas.gallade@win.ch